

Université Frères Mentouri Constantine 1

Faculté : Lettres et langues

Département : Lettres et langue française

Module : interprétariat et traduction

Niveau : 3^{ème} année LMD

Groupes : 06, 10

Enseignante : BOURAYOU S.

Exercices de version :

Texte n° 1 :

La loi de finances 2020 paraphée

A la veille de l'élection du 12, le président par intérim, Abdelkader Bensalah, signe la loi de finances pour l'année 2020, lors de la réunion du conseil des ministres qu'il a présidée, en présence des membres du gouvernement Bedoui. Il y'a lieu de signaler que les textes de cette loi se focalisent principalement sur la nécessité de rationaliser les dépenses. De nouvelles mesures ont donc été introduites dans le sens de la maîtrise des dépenses publiques et la réduction du déficit budgétaire. En septembre dernier, Noureddine Bedoui avait déjà exposé les objectifs tracés dans l'application de la loi de finances 2020.

Rappelons que les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) avaient adopté le mois dernier, à la majorité, le projet de loi de finances PLF 2020, lors d'une séance plénière, présidée par Slimane Chenine, président de l'APN en présence de nombreux ministres.

Texte n° 2 :

Abdelmadjid Tebboune prête serment et prend officiellement ses fonctions

(...)le premier à prendre la parole est Abdelkader Bensalah, qui prononce ainsi son dernier discours à ce poste de chef de l'Etat « auquel il n'était pas préparé », comme il l'avoue. Il cède juste après le pupitre au président, Abdelmadjid Tebboune, qui le remercie pour la « mission accomplie dans des conditions difficiles ». Dans son intervention, ce dernier s'adresse au peuple « qui lui a fait confiance à l'occasion de la présidentielle qui a remis, dit-il, le pays sur la voie de la légitimité constitutionnelle et populaire ». « C'est le fruit du hirak national », lance-t-il en adressant aussi ses remerciements aux « Algériens », « à l'Autorité des élections », « aux candidats » et surtout « au premier responsable de l'institution militaire, Gaïd Salah », qu'il a même honoré, à l'issue de la cérémonie, en lui décernant la médaille de l'Ordre du mérite national. Dans son discours, le nouveau président de la République prend l'engagement de satisfaire « ce qui reste des revendications du mouvement populaire, conformément à la Constitution et aux lois ». Pour cela, il lance un appel : « Aidez-moi et encouragez-moi si je suis sur la bonne voie. Corrigez-moi en revanche si je dévie du bon chemin. » « Nous sommes obligés de tourner la page de nos différences. Nous sommes tous des Algériens et il n'y a pas quelqu'un qui est supérieur à l'autre. Mettons la main dans la main pour bâtir la nouvelle Algérie », appelle-t-il, en insistant sur « la nécessité de définir les priorités en vue de réaliser les aspirations du peuple, consistant en un changement radical du système ». Sur sa lancée, Abdelmadjid Tebboune prend aussi l'engagement de poursuivre « la lutte contre la corruption » et de mettre un terme « à la politique d'impunité et de la distribution arbitraire de la rente pétrolière ».

Texte n° 3 :

Guerre d'Algérie : La France ouvre des archives sur les disparus

Le gouvernement français a ouvert l'accès à une centaine de dossiers d'archives sur les disparus de la guerre d'Algérie (1954-1962), selon un arrêté paru au Journal officiel repéré par le journal L'Essor de la gendarmerie.

Cet arrêté, publié dimanche, prévoit la libre communication de dossiers sur les disparus du conflit, actuellement conservés aux Archives nationales. Ces dossiers ont été établis par la commission de sauvegarde des droits et libertés individuels, précise l'arrêté. Cette commission, créée en mai 1957 par le président du Conseil, Guy Mollet, avait pour mission d'enquêter sur la réalité de la répression militaire et sur l'existence de tortures et de disparitions durant la Bataille d'Alger (janvier-septembre 1957). Depuis le début de son quinquennat, le président Macron a mené plusieurs actions mémorielles pour tenter de guérir les blessures que traîne la société française depuis la Guerre d'Algérie.

Il a notamment honoré les harkis, ces combattants algériens qui ont servi la France puis ont été abandonnés par Paris dans des conditions tragiques. Il a aussi reconnu que Maurice Audin, mathématicien pro-indépendance disparu en 1957, était bien «mort sous la torture du fait du système institué alors en Algérie par la France».

En septembre 2018, le chef de l'Etat français s'était également engagé à garantir la libre consultation des archives concernant les disparus civils et militaires, français et algériens, du conflit. L'ouverture de ces archives «va permettre d'approfondir la connaissance de cette période car il y a encore beaucoup de mythes sur la Guerre d'Algérie», salue l'historien Benjamin Stora dans un entretien à L'Essor.

Pour autant, relève ce spécialiste de la Guerre d'Algérie, «cet arrêté n'ouvre pas la totalité des documents sur les disparus» du conflit et sur les disparitions, «il n'existe évidemment que très peu d'ordres écrits, notamment pendant la Bataille d'Alger».

Texte n° 4 :

Avant-projet de la Constitution: réunion entre le comité

et le président Tebboune cette semaine

M'SILA - Les membres du comité chargé de la formulation de l'avant-projet de la Constitution tiendront "courant de cette semaine" une dernière réunion avec le président de la République Abdelmadjid Tebboune avant de soumettre le document aux partis politiques

et aux syndicats, a indiqué samedi à M'sila le chargé de mission à la présidence de la République, Mohamed Laâgab.

Intervenant à l'ouverture d'un séminaire national sur le projet d'enrichissement de la Constitution, organisé à l'université Mohamed Boudiaf par la Fédération nationale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et la faculté de Droit et des Sciences politiques, M. Laâgab a souligné qu'"une dernière réunion sera tenue au cours de cette semaine entre les membres du comité chargé de la formulation de l'avant-projet de la Constitution et le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avant de soumettre cet avant-projet aux partis politiques et aux syndicats".

Le chargé de mission auprès de la présidence de la République a également indiqué que "les propositions contenues dans cet avant-projet seront triées et classées avant de les soumettre au Parlement avec ses deux chambres lors d'un débat public dans le but d'informer les citoyens sur son contenu", ce qui permettra, a-t-il soutenu, "au citoyen de se rendre au référendum avec conviction".

Il a ajouté que "le comité chargé de formuler des propositions sur la révision de la Constitution trouvera un mécanisme pour son application chaque fois qu'il sera nécessaire".

M. Laâgab a également estimé que "le devenir de la nation dépendra de cette Constitution d'où la nécessité qu'elle soit une Constitution d'entente et un référent sûr pour la nation lui permettant de surmonter d'éventuelles entraves potentielles".

L'intervenant a estimé que "la nouvelle Constitution posera la première pierre dans l'édifice de la nouvelle Algérie qui se poursuivra par l'amendement d'autres lois dont celles des élections et de l'information".

Cette rencontre, de deux jours, réunit des experts de plus de 17 universités et cinq laboratoires qui débattront plusieurs axes dont le préambule de la Constitution, les principes généraux régissant la société algérienne, les droits et libertés fondamentaux et l'organisation et l'équilibre entre les trois pouvoirs.

Texte n°5 :

Constitution: l'université a un rôle "pivot" dans

l'encadrement du débat de la société

ALGER - L'université est appelé à jouer un rôle "pivot" dans l'encadrement du débat de la société sur l'amendement constitutionnel a affirmé, mardi à Alger, le chargé de mission à la présidence de la République, Mohamed Laagab.

L'université est appelée à jouer durant la prochaine période un rôle "pivot" dans l'encadrement du débat au sein de la société, car les questions constitutionnelles ne sont pas à la portée de tous les citoyens, qui doivent être accompagnés pour comprendre les amendements et les propositions notamment en matière de séparation des pouvoirs et d'indépendance de la justice, a déclaré M.

Laagab lors de la rencontre scientifique sur "La Révision de la constitution et la République nouvelle: l'université un espace de débat".

A ce propos, il a relevé que la plupart des utilisateurs des réseaux sociaux sont universitaires, d'où l'intérêt de mettre à profit cet espace dans le débat constructif face à "la guerre psychologique et hostile menée contre l'Algérie".

L'amendement constitutionnel "est à même de préserver l'avenir de la société et de donner aux générations futures la possibilité de régler leurs problèmes en se référant à ce document", il a indiqué que l'implication, pour la première fois, de l'université algérienne dans la révision de la Constitution "est une démarche positive et honorable".

Les intervenants lors de cette rencontre scientifique ont mis l'accent également sur l'importance de l'adhésion de l'élite universitaire pour l'accompagnement du processus de révision constitutionnelle en vue d'assoir les fondements de l'Algérie nouvelle.

De par la responsabilité sociale et morale de l'Université, l'élite universitaire se doit, chacun dans son domaine, d'accompagner les différents projets de lois, dont celui de la Constitution, ont ils relevé mettant en avant son rôle dans l'encadrement des débats dans la société sur l'amendement de la Constitution, qui définit l'avenir de toute une société.

Les recommandations issues de cette rencontre ont focalisé sur l'essentiel des propositions de l'université dans le cadre de la participation à la révision de la Constitution, décidée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Exercices de thème :

Texte n°1 :

الرئاسة الجزائرية تحذر من تداول نسخة مزورة لمشروع تعديل الدستور

حذرت الرئاسة الجزائرية، اليوم الاثنين، من تداول نسخة "مزورة" لمشروع تعديل الدستور، معتبرة أنها "تتضمن مسًا صريحًا ببعض ثوابت الأمة وهويتها".

وقالت الرئاسة، في بيان نشرته على صفحتها الرسمية على موقع التواصل الاجتماعي "فيسبوك"، اليوم الاثنين، إن ما يسمى "نسخة من مشروع تعديل الدستور" التي راجت مؤخرا على شبكات التواصل الاجتماعي لا تمت بأي صلة للمشروع الذي قدمته لجنة الخبراء برئاسة البروفيسور أحمد لعرابة، لرئيس الجمهورية.

وأضافت "أن كل ما يتم تداوله حاليا بشأن أي نسخة حول تعديل الدستور، لا يلزم إلا أصحابها، الذين يقعون لا محالة تحت طائلة المتابعة القضائية، خاصة وأن هذه النسخة المزورة تتضمن مسًا صريحًا ببعض ثوابت الأمة وهويتها".

ونوهت الرئاسة بأن الرئيس عبد المجيد تبون أعلن تأجيل توزيع مشروع تعديل الدستور على الأحزاب والمجتمع المدني والشخصيات الوطنية لمناقشته، لأن الظروف لا تسمح بمناقشة وثيقة أساسية بحجم تعديل الدستور من جهة، ومن جهة ثانية حتى تتجمع كل طاقات الأمة لمكافحة انتشار جائحة فيروس كورونا المستجد.

كما أكد ذات المصدر أن "رئاسة الجمهورية، وبعد أن يرفع الله عن الأمة هذه الجائحة، سنعلم الرأي العام رسمياً بالشروع في توزيع مشروع تعديل الدستور لمناقشته وإثرائه".

Texte n°2 :

رئاسة الجمهورية تشرع في توزيع المشروع التمهيدي لتعديل الدستور

شرعت رئاسة الجمهورية، هذا الخميس، في توزيع المشروع التمهيدي لتعديل الدستور على الشخصيات الوطنية والأكاديمية والأحزاب السياسية ومنظمات المجتمع المدني والنقابات والمنظمات الطلابية بهدف مناقشته وإثرائه. وذكر بيان لرئاسة الجمهورية: "هذا المشروع هو مجرد مسودة قابلة للتعديل والحذف والزيادة..."

وجاء في الرسالة أنه "تبعاً لما التزم به السيد رئيس الجمهورية خلال الحملة الانتخابية لرئاسيات الثاني عشر ديسمبر 2019 بشأن تعديل الدستور، بادر مباشرة بعد انتخابه بتكليف لجنة من الخبراء لصياغة مقترحات لإعداد مشروع دستور توافقي يكون في مستوى تطلعات المواطنين المعبر عنها خلال مسيرات الحراك الشعبي الأصلي المبارك".

وجرى التنويه إلى أنّ الرئيس وعد بأنّ هذا المشروع التمهيدي سيحظى بنقاش واسع من قبل كامل فعاليات المجتمع من خلال إرسال نسخة منه لـ"مناقشته وإثرائه وتقديم الاقتراحات بشأنه".

وأضافت الرسالة أنّ توزيع هذا المشروع التمهيدي كان "تأجلاً بسبب أزمة كوفيد 19 التي لا تسمح بتنظيم مناقشة عمومية، لكن أمام رغبة العديد من الشركاء السياسيين ومنظمات المجتمع المدني والنقابات والشخصيات الوطنية لاستغلال شهر رمضان المبارك وفرصة الحجر الصحي للاطلاع عليه، ارتأى رئيس الجمهورية تلبية طلبهم بتوزيعه".

وشدّد بيان الرئاسة أنّ المشروع التمهيدي "ليس سوى مجرد مسودة لتعديل الدستور تعديلاً شاملاً وعميقاً وهو بمثابة أرضية للنقاش لا غير، ومنهجية عمل ارتأى السيد الرئيس اتباعها، حتى لا ينطلق النقاش من فراغ، بل يركز على وثيقة معدة من طرف نخبة من كبار أساتذة القانون".

وأحال البيان على الأمل الكبير الذي يحدو الرئيس في إسهامات المعنيين "البناءة" بتعديل ما يروونه "يستحق وبحذف ما يجب حذفه، وإضافة ما ينبغي إضافته، لأنّ الغاية السامية هي تزويد الأمة بدستور توافقي يستجيب لتطلعات الشعب".

وخلص البيان إلى أنه من شأن هذه الإسهامات المرتقبة أن "تعبّد الطريق أمام بناء جمهورية جديدة، ينعم فيها الجميع بالعدل والحرية والأمن والاستقرار والرفاه الاجتماعي والثقة بالمستقبل".

وترتكز مقترحات لجنة الخبراء المتضمنة في المسودة على ستة محاور وهي "الحقوق الأساسية والحريات العامة"، "تعزيز الفصل بين السلطات وتوازنها" و"السلطة القضائية" و"المحكمة الدستورية" و"الشفافية، الوقاية من الفساد

ومكافحته" و"السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات".

Texte n° 3 :

الرئيس تبون يعلن 8 مايو من كل سنة "يوما وطنيا للذاكرة"

أعلن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، يوم الخميس، أنه أصدر قرارا باعتبار الثامن مايو من كل سنة، "يوما وطنيا للذاكرة"، كما أعطى تعليمات بإطلاق قناة تلفزيونية وطنية خاصة بالتاريخ.

وقال السيد تبون في رسالته إلى الأمة بمناسبة الذكرى الـ 75 لمجازر 8 مايو 1945، " أصدرت بهذه المناسبة قرارا باعتبار الثامن مايو من كل سنة، يوما وطنيا للذاكرة، كما أعطيت تعليمات بإطلاق قناة تلفزيونية وطنية خاصة بالتاريخ، تكون سندا للمنظومة التربوية في تدريس هذه المادة التي نريدها أن تستمر حية مع كل الأجيال".

وكشف الرئيس تبون أنه أعطى توجيهات "بالانتهاء من إطلاق أسماء شهداء المقاومة الشعبية وثورة التحرير المجيدة على المجمعات السكنية وأحياء المدن، والتوسع في ترميم المعالم التاريخية لتقف شاهدة على مر الأجيال على الثمن الباهض الذي دفعه شعبنا في التصدي لوحشية الاحتلال الاستعماري حتى يعيش حرا كريما وموحدا فوق أرضه، فخورا بماضيه ومسترشدا به في صياغة المستقبل في ظل الديمقراطية الحقة والعدالة الاجتماعية".

وأكد رئيس الجمهورية في ذات الصدد، أن "تاريخنا سيظل في طليعة انشغالات الجزائر الجديدة وانشغالات شبابها، ولن نفرط فيه أبدا في علاقاتنا الخارجية".

ولدى تطرقه إلى مجازر الثامن مايو، أكد رئيس الجمهورية أن هذه المجازر "كشفت بصفة قطعية عن الوجه الحقيقي للاستعمار الفرنسي الاستيطاني"، واعتبر أن " القمع الدموي الوحشي للاحتلال الاستعماري الغاشم، سيظل وصمة عار في جبين قوى الاستعمار التي اقترفت في حق شعبنا طيلة 132 سنة جرائم لا تسقط بالتقادم رغم المحاولات المتكررة لتبييضها"، مشددا على أنها " جرائم ضد الإنسانية، وضد القيم الحضارية لأنها قامت على التطهير العرقي لاستبدال السكان الأصليين، باستقدام الغرباء، كما قامت على فصل الإنسان الجزائري عن جذوره، ونهب ثرواته، ومسح شخصيته بكل مقوماتها".

Texte n° 4 :

اجتماع الحكومة: دراسة مشاريع مراسيم تنفيذية

والاستماع إلى عروض تخص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول السيد عبد العزيز جراد، اليوم الأربعاء، اجتماعا للحكومة بتقنية التحاضر عن بعد، خصص لدراسة مشاريع مراسيم تنفيذية والاستماع إلى عروض تخص عدة قطاعات، حسب ما أفاد به بيان لمصالح الوزير الأول.

وتعلق الأمر بدراسة مشروع مرسوم تنفيذي يتعلق بقطاع التعليم العالي والبحث العلمي، مشروع مرسوم تنفيذي يتعلق بقطاع الثقافة ومشروع مرسوم تنفيذي يتعلق بقطاع البيئة والطاقات المتجددة.

وتم أيضا الاستماع إلى عرض من تقديم وزير البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية حول مخطط لتحسين الربط وتدفق الانترنت وتقاسم البنية التحتية والتنسيق مع القطاعات وعرض من تقديم وزير المؤسسات الصغيرة والمؤسسات الناشئة واقتصاد المعرفة حول مشروع إطلاق مؤسسات صغيرة لدعم النقل الجوي على مستوى الهضاب العليا والجنوب الجزائري.

كما استمعت الحكومة إلى عرض قدمه وزير التعليم العالي والبحث العلمي يتعلق بتقديم مشروع مرسوم تنفيذي يتضمن إنشاء مدرسة وطنية عليا في الطاقات المتجددة والبيئة والتنمية المستدامة.

وتأتي هذه المدرسة لدعم الأجهزة والأدوات الضرورية لتنفيذ سياسة الانتقال الطاقوي المقررة في مخطط عمل الحكومة.

وتتمثل مهمتها في تطوير شعب جديدة للتكوين تتعلق بالانتقال الطاقوي والمساهمة في نشاطات البحث والابتكار التكنولوجي في شراكة مع القطاع الاقتصادي.

بعد ذلك، استمعت الحكومة إلى عرض قدمته وزيرة الثقافة يتعلق بتقديم مشروع مرسوم تنفيذي يحدد تنظيم وسير المركز الإقليمي بالجزائر لصون التراث الثقافي غير المادي في إفريقيا، من الفئة 2 تحت رعاية اليونسكو.

يحدد مشروع هذا المرسوم كفاءات تنظيم وسير هذا المركز ذي الطابع الإقليمي الذي يستمد أساس إنشائه من الاتفاق بين الحكومة الجزائرية ومنظمة اليونسكو الموقع بباريس بتاريخ 28 فبراير 2014.

كما استمعت الحكومة إلى عرض قدمه وزير البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية حول مخطط لتحسين الربط وتدفق الانترنت وتقاسم البنية التحتية والتنسيق مع القطاعات.

وجدير بالذكر أن مخطط عمل الحكومة قد أدرج عصرنه وتعزيز البنى التحتية للمواصلات السلكية واللاسلكية عبر كامل التراب الوطني، كأولوية من أولوياته، بهدف تحسين الربط لفائدة المواطنين والمتعاملين الاقتصاديين وتعميم الولوج إلى الانترنت ذات التدفق العالي جدا عن طريق تكثيف شبكة المواصلات السلكية واللاسلكية وإعادة تأهيلها.

وأخيرا، استمعت الحكومة إلى عرض قدمه وزير المؤسسات الصغيرة والمؤسسات الناشئة واقتصاد المعرفة حول مشروع إطلاق مؤسسات صغيرة لدعم النقل الجوي على مستوى الهضاب العليا والجنوب الجزائري.

ويندرج هذا المشروع في إطار تفعيل النشاط الاقتصادي والاجتماعي على مستوى مناطق الهضاب العليا والجنوب، ويهدف خصوصا إلى تطوير نشاط نقل بالثاكنسي الجوي بواسطة طائرات خفيفة تتراوح مقاعدها بين 6 و 11 مقعدا، بسعر معقول عن طريق منصة رقمية، وفي تفصيله حول تصميم المشروع وكيفية تجسيده وكذا أثره على النشاط الاقتصادي من خلال إنشاء مؤسسات صغيرة ومتوسطة، تم إبراز ضرورة تعميق الدراسة أكثر لإنجاح هذا المشروع.

Texte n° 5 :

وزير الاتصال يدعو الطلبة إلى المساهمة في بناء جزائر جديدة

بمناسبة إحياء اليوم الوطني للطلاب المصادف لل19 ماي من كل سنة، هنا وزير الاتصال، الناطق الرسمي للحكومة، عمار بلحيمر، جميع الطلبة الجامعيين والثانويين، داعيا إياهم إلى أن "يستلهموا من أمجاد و أبطال أسلافهم للتجند أكثر في اكتساب العلم والمعرفة والمساهمة في بناء جزائر جديدة.

واعتبرت الوزارة في بيان لها أن هذا الحدث التاريخي المتمثل في إضراب الطلبة الجزائريين ذات 19 ماي 1956 هو "حدث شبابي طلابي محض يبرز دور الطلبة والشباب الجزائري في دعم مسار الثورة التحريرية وإيصال صوت الجزائر إلى المحافل الدولية عن طريق تعيين ممثلين من الطلبة الجزائريين في المهجر، وفي عدة منظمات دولية وإقليمية، وهي الجهود التي لاقت اعترافا دوليا بدور الشباب والطلبة الجزائريين في تدويل القضية الجزائرية.

وتمت الإشارة إلى أن تاريخ 19 ماي هو "وقفة تاريخية تستوجب التمعن ومحطة توجه من خلالها رسائل إلى الأجيال الصاعدة من الطلبة، أن يستغلوا فرصة اكتساب مناهل العلم والمعرفة وعدم تضييع أي يوم كان من مسارهم الجامعي خدمة لمستقبل بلادهم، وأن يقدسوا العمل لكي يستجيبوا لحاجيات بلادنا في جميع المجالات ضمانا للتقدم المستمر".

وأوضحت الوزارة أنه بقدر ما يحق لنا اليوم أن نفتخر بالتقدم النوعي الذي وصلت إليه الجامعة الجزائرية والمساهمة الفعالة لخريجها في تقدم البلاد، بقدر ما يجب علينا أن نسهر على جعل جامعتنا تواكب التطور السريع للعلوم والتكنولوجيات الحديثة في عالم اليوم".

وأشارت إلى "تواصل جهود الفئة الطلابية ونضالها من أجل تشييد وبناء الجزائر، وهو ما تجلّى من خلال الحراك المبارك الذي نادى وطالب بجزائر جديدة مساهما بذلك في رسم منبرج جديد في تاريخ البلاد باختيار كفاءات شابة قادرة على خلق التغيير في شتى المجالات".

